

Récits d'exil : la part du silence Présentation

Khalil Khalsi

Number 277, Fall 2021

Récits d'exil

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97225ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Khalsi, K. (2021). Récits d'exil : la part du silence : présentation. *Spirale*, (277), 16–18.

RÉCITS D'EXIL : LA PART DU SILENCE

Dans son roman graphique *The Arrival* (2006), l'Australien Shaun Tan relate l'itinéraire d'un homme qui laisse femme et enfant derrière lui pour leur trouver un meilleur avenir. Il débarque alors dans une métropole postindustrielle, une terre d'utopie où le progrès aurait bifurqué par le rêve et jusqu'au fantastique. Dans ce pays d'accueil, l'alphabet est totalement inconnu, et muettes sont les cases au fil desquelles se déploie la cinématique de l'histoire. En filant l'allégorie du langage – un alphabet exotique, des gestes pour seuls dialogues, l'absence de récitatifs –, *The Arrival* évoque l'allophonie en terre étrangère, certes, mais il pointe aussi vers l'abîme que creuse l'exil entre le vécu et les mots censés le tisser. Le héros rencontre ainsi une galerie de personnages migrants, dont les récits sont dépeints au fusain du cauchemar (comme l'histoire de ces humains lilliputiens pourchassés par des génocidaires géants), et ce sont autant de fenêtres avec « vue sur âme » où transparait l'effort, en fait l'obligation de subjectiviser le vécu par-delà le langage.

Ce dossier prend acte de l'aporie de l'incommunicabilité de l'expérience migratoire afin d'observer les récits qui viennent se loger dans cette vacance. Le travail de Shaun Tan semble cristalliser cette hypothèse en proposant une manière d'y répondre : face à la parole révoquée par l'exil, le détour par le rêve et la mythification ouvre la focale sur une forme d'infini, comme pour dire la manière dont les faits se noient dans l'affect. En ce sens, l'imaginaire apparaît avec force comme la métaphore du refuge idéal, par définition impossible. Car, *a contrario*, la factualité à tout prix est ce qui prime aujourd'hui dans l'empire du réel. Cette factualité, souveraine machine à récits, constitue par exemple le mot d'ordre des audiences au cours desquelles les personnes demandeuses d'asile doivent défendre leur droit au refuge, et à la survie, face à des juges perfusé-e-s de soupçons peu ou prou institutionnels. Or, tenter d'extraire l'indicible depuis l'affect, l'isoler du tissu d'abstractions qui l'innervent, y donner corps dans le langage, en fait devoir l'incarner sous forme de récit, revient parfois à se désincarner soi-même, ainsi que le relève l'enquête sensible que l'autrice Mélanie Loisel nous livre dans ces pages. Comment rendre le vécu partageable, l'expérience *communicable*, et entrer en *communauté* lorsqu'on est hors du *commun*, incapable ou effrayé-e de se raconter face à un individu – juge, journaliste, interlocuteur-riche, lecteur-riche – qui se situe à quelques cultures, idiomes, histoires, expériences et traumatismes plus loin ou en-deçà ?

Dans leur article « Le mythe du réfugié menteur : un mensonge indispensable ? » publié en 2006, les chercheuses Cécile Rousseau et Patricia Foxen recueillent le témoignage d'un de ces magistrats qui, ayant interrogé une demandeuse d'asile sur ce qu'elle apprécie le plus au Canada – pour savoir ce qui a changé pour elle en immigrant –, se voit répondre : « *C'est les couleurs de l'automne dans les Laurentides.* » Et lui de commenter en s'adressant aux chercheuses : « *Si tu as été violée, battue, martyrisée... est-ce que la première chose que t'examines au Canada, c'est les couleurs d'automne ? Quand tu n'es pas certain (sic), c'est-tu un oui, c'est-tu un non [...] ?* » Entre le oui et le non, une subjectivité est érodée, une complexité, toute une géologie de l'être que l'assignation aux extrêmes binaires tend à abolir. L'injonction au réalisme se greffe à la violence migratoire et l'écartèle, faisant de l'exil une dépossession en acte. Ce que, bien sûr, la gestion politique de l'immigration parachève avec son traitement arithmétique des flux migratoires et sa rhétorique comptable, l'une et l'autre mises au service des calculs électoraux. Les archives parlent : dès 2017, l'administration Legault a fait reposer sa campagne électorale sur un programme anémique, mais suffisamment gorgé de peur envers un potentiel péril rampant depuis les confins du monde ; une stratégie largement inspirée de l'extrême droite française et importée en *package*, avec, au verso de la question migratoire, les enjeux identitaires – de la France bleu blanc rouge au Québec bleu blanc *trash*. Le contexte social, historique, démographique et géographique est tout autre, mais la recette prend. Convergence des fascismes. Qu'à cela ne tienne : le gouvernement élu devra s'acquitter avec zèle de cette dette de la haine dont, à l'issue du scrutin de 2018, il se sera retrouvé redevable envers sa base électorale. Depuis, les impôts ont servi à saper de multiples programmes d'immigration : les 18 000 dossiers d'immigré-e-s sacrifié-e-s en février 2019, la refonte irraisonnée du Programme de l'expérience québécoise en novembre 2019, la suspension d'une partie du programme de parrainage des réfugié-e-s en octobre 2020. Mais si le Québec a coupé dans le vif de l'immigration (la part de personnes immigrées économiques a diminué de 20 % en 2019, et celle des réfugiées, de 17 %), il se sabote du même coup en se mettant à court de main-d'œuvre, sans parler du déficit populaire de la province auprès des personnes prétendantes à l'immigration. « *[C]omme si le Québec pouvait accueillir "toute la misère du monde"* », écrivait M. Legault sur son compte Facebook en août 2017, reprenant cette formule de Michel Rocard, premier ministre français sous Mitterrand (1988-1991) ; une pirouette rhétorique ressassée jusqu'à la nécrose depuis trente ans et que néanmoins l'on subvertit souvent en la complétant ainsi : « *[...] mais il faut en prendre sa part.* »

« Prendre sa part de la misère du monde » est, à y regarder de plus près, une affaire de mise en récit : se raconter comme peuple à travers ses choix en matière d'accueil et aux dépens de ces êtres, de ces vécus, de ces subjectivités autres que l'on dispose aux carrefours de la nation comme autant d'épouvantails ethniques. Toutefois, en contrepoint de ces politiques de l'inhospitalité, se déploient des mécanismes d'accueil narratologiques, tous bienveillants car portés par un élan (supposément) humaniste, mais plus ou moins réussis dans leur volonté d'intercéder en faveur de ces « sans-voix ». Entre levier d'autonomisation et espace d'invisibilisation, entre écrire *depuis* l'exil et écrire *sur* les personnes exilées, le récit s'avère être la scène de rapports de pouvoir insidieux. Ce dossier est donc né du constat que l'on peut faire à la lecture des récits d'exil, celui de la béance sémantique laissée par l'absence de parole des ayants droit, à savoir les personnes réfugiées, qui renoncent à parler et à « apparaître », que ce soit par épuisement face au réel, par incapacité linguistique ou par manque d'accès aux tribunes, entre autres raisons acculant au silence. Or, sur ce terrain vague abandonné par la parole, des voix autres viennent camper, faire leurs friches, prendre territoire. Le « parler à la place de » est réclamé par certain-e-s comme un droit inaliénable, toutefois il se désavoue de plus en plus comme un privilège rhétorique acquis par défaut. Rarement ce phénomène ne se sera autant dévoilé, avec l'injustice qui l'irrigue, que depuis que l'on parle de crise migratoire. La violence symbolique se révèle notamment sur un plan institutionnel : édition, production érudite, couverture journalistique. Ainsi *Le Monde des livres*, dans son édition du 27 août 2021 – et à l'heure où nous bouclons ces colonnes –, consacre-t-il trois pleines pages, dont sa une, à des auteur-ric-e-s de France et de Belgique qui, en cette rentrée littéraire, font face au « *chaos syrien* (sic) » en allant au front de l'imposture narrative. L'écrivaine et journaliste Samar Yazbek, réfugiée syrienne en France, arrive quant à elle en quatrième file. Sa voix se voit ajournée par les tractations de la rentrée littéraire et des prix d'automne, elle dont le dernier livre, *19 femmes*, dont la traduction française est parue chez Stock en 2019, cède la parole à des Syriennes réfugiées, et ce, presque sans déplacer une virgule dans leurs récits. « *Dix-neuf femmes parlent, la vingtième se tait* », écrit Catherine Coquio dans la postface du livre.

UNE CRISE DE LA MISE EN RÉCIT ?

Au cœur de notre interrogation, donc, se trouve la question du degré de communicabilité évoqué plus haut et, de manière plus ample, celle de l'accès à la parole et à la représentation. Ce dossier y procède de diverses manières, en croisant lectures de textes, et questionnements théoriques et épistémologiques ; des interrogations dont notre entretien avec l'anthropologue Michel Agier, ci-après, présente les assises. Nous interpellons ce dernier au sujet, entre autres, de la possibilité que la crise migratoire actuelle s'arrime à une crise de l'imagination et de la mise en récit. Autour de ce point se ramifient diverses considérations, notamment sur le traitement ambivalent de la figure de l'étranger-ère, et de l'exil en général, un binarisme que consacrerait justement cette crise de la mise en récit : serions-nous à ce point « appauvris » sur le plan de la narrativité qu'il n'est plus possible de concevoir l'Autre, dans sa subjectivité propre, sa complexité, sans le passage obligé de la valence, entre positivité et négativité ? C'est-à-dire, par exemple, entre la positivisation de l'accueil (comme l'évoque Michel Peterson à partir de l'ouvrage d'Adis Simidzija et Simon Harel, *Racines de l'exil*) et la colorisation de l'exil en brun et bleu terne (ce qu'interroge Estelle Garcia Sauzin dans sa lecture du roman graphique *Chez nous... paroles de réfugiés* de Marco Rizzo et Lelio Bonaccorso). Par ailleurs, l'étranger (car les hommes détiennent le monopole de l'attention) est-il condamné à rejouer le mythe d'Ulysse et sa formidable odyssée (et les récits sur la migration s'inspirant de ce motif abondent, comme le montre l'article d'Elara Bertho avec deux cas d'étude) ? Par ailleurs, qu'en est-il des récits de la migration faits par les personnes exilées elles-mêmes (aussi rares que surprenants, comme le relève plus loin Catherine Mazauric en se penchant sur *Le livre des départs* du Franco-Bosniaque Velibor Čolić) ? Et, inversement, quelle légitimité auctoriale pour celles et ceux qui donnent leur voix aux « sans-voix » (une question que se pose Eftihia Mihelakis en lisant *American Dirt* de Jeanine Cummins) ?

VERS L'ENTROUVERT

Les textes recensés dans ce dossier constituent un échantillon que l'on a voulu représentatif de la production éditoriale essentiellement francophone des deux dernières années : les ayants droit ne sont pas légion. Les plumes invitées à participer à ce dossier se sont attelées pour la plupart à

articuler les lectures autour des questions soulevées tout en les posant en termes conceptuels afin de dégager les apories et tenter de les comprendre. Car cette enquête nous amène en effet à formuler, plus qu'une conclusion, une exigence : celle de procéder à un chantier épistémologique, si ce n'est méthodologique, notamment sur le plan de la critique littéraire de langue française – si l'on admet que la critique, ne se contentant pas d'accompagner la production éditoriale, l'informe également et y impulse des tendances, lui indique des avenues.

Notre objectif n'est évidemment pas de proposer un programme de refondation de la critique littéraire. Il s'agit d'ouvrir simplement et modestement des perspectives comme autant d'invitations à la réflexion. L'idée qui s'impose à l'issue des lectures, des échanges et des va-et-vient serait de faire plus sensiblement écho aux transformations opérées récemment en sciences sociales – des mutations que Michel Agier rappelle dans l'entretien ci-après. Il nous semble justement que la critique gagnerait d'abord, en dépassant l'opposition bancale entre poétique et politique, à se défaire des réflexes structuralistes qui tendent à considérer l'Autre à travers le prisme totalisant du collectif (culture, nation, conflits de groupe), et décentrer son regard vers l'infini du sujet. De plus, il faudrait œuvrer à la résolution d'un paradoxe : cependant que les sciences sociales ont tendance à admettre le caractère construit de la réalité et de ses interactions intimes et productives avec l'imaginaire (cf. le même entretien), le fait littéraire s'attache la plupart du temps à défendre son intransitivité. Une telle refonte des cadres discursifs (le sujet hors du collectif, le rôle des récits dans la construction du réel) permettrait de porter le geste critique vers les lieux où la subjectivité peut s'énoncer : les lieux « entre », les interstices, les entre-deux, les latences, l'entrouvert – toutes ces situations pour lesquelles la personne migrante offrirait une prise idéale en tant que figure de passage.

Encore faudrait-il consentir à écouter ces personnes, à leur céder ledit passage, à les traduire sans les ventriloquer – à se taire. C'est une affaire de justice. Mais plus encore, d'adéquation avec le monde qui vient.